

rendre service à leur pays. Ainsi, nous pourrions être réellement fiers de dire que nous avons atteint notre objectif, que notre production et notre distribution sont bien organisées et que les besoins de tous sont satisfaits, bref, que nous jouissons d'un régime économique efficace, qui répond aux aspirations de tous et de chacun, dans la paix et la liberté.

• (5.20 p.m.)

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (leader de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais, en premier lieu, dire combien j'ai été déçu par l'attitude du ministre de l'Agriculture (l'hon. M. Olson) que je ne peux que qualifier de désinvolte. Je l'ai déjà entendu et j'ai lu des discours faits par lui hors de la Chambre. J'y ai cherché quelque programme constructif pour l'agriculture et n'en ai pas trouvé. Comme la situation est grave, cette désinvolture semble tout à fait déplacée.

L'hon. M. Olson: Il n'y a même pas un semblant de désinvolture.

L'hon. M. Stanfield: J'ai lu le discours qu'il a fait à Chatham le 7 novembre. J'y cherchais des éclaircissements et n'y ai trouvé que des lieux communs. En voici un passage:

Telle est donc la première directive. La politique et les programmes doivent se fonder sur une évaluation réaliste des progrès futurs de l'agriculture.

Voilà une déclaration assez profonde, monsieur l'Orateur.

Il y a un autre groupe dont nous devons tenir compte: les consommateurs.

C'est tout aussi profond.

L'hon. M. Olson: Pourquoi ne lisez-vous pas ce qu'il y a entre les deux phrases. C'est vraiment un bon discours.

L'hon. M. Stanfield: Si je lisais ce qu'il y a entre les deux phrases, j'endormirais la Chambre plus vite que d'habitude, monsieur l'Orateur.

Je crois aussi que la politique agricole doit être souple.

Une voix: Qu'avez-vous à dire?

L'hon. M. Stanfield: Je parlerai d'abondance dans un instant; vous, là-bas, feriez mieux de suivre le scénario.

Puis, nous en arrivons au dernier principe; j'ai cherché en vain les principes intermédiaires.

Cela nous amène au dernier principe que je veux mentionner. Il est évident, à mon avis, que notre politique agricole doit avoir deux orientations fondamentales: l'une pour les agriculteurs dont l'exploitation est rentable ou susceptible de le devenir et l'autre, à l'intention de ceux qui ne pourront jamais gagner leur vie uniquement par la vente de leurs produits.

Une voix: Les fermes communales.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je ne tiens pas à perdre mon temps à badiner avec le ministre. Il s'agit ici d'un problème sérieux et j'affirme honnêtement que ni dans ce discours ni aujourd'hui ai-je entendu ou vu quoi que ce soit qui puisse s'apparenter à une façon sérieuse d'aborder le problème des agriculteurs. Le ministre a consacré beaucoup de temps aujourd'hui à parler du passé, à comparer des périodes quadriennales, de 1958 à 1962, de 1963 à 1968 ou de 1964 à 1968, je ne me souviens plus au juste. Qu'on parle de la situation en 1965, 1966, 1967 et même 1968, cela n'a aucun intérêt pour moi ou le cultivateur; nous parlons de la situation en 1969 et de l'avenir.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: J'ai déjà entendu cette rengaine du ministre. Cela n'est pas très utile. Il semble se tourner vers le passé plutôt que vers l'avenir. Il parle des exportations de céréales il y a deux ou trois ans ou pour une période de 4 ans qui s'est terminée en 1968, alors que nous nous préoccupons tous de la conjoncture actuelle. Telle est la situation. Où sont ces deux programmes, l'un pour le petit cultivateur et l'autre pour le cultivateur prospère?

L'hon. M. Olson: Au *Feuilleton*.

L'hon. M. Stanfield: Au *Feuilleton*, monsieur l'Orateur. Le ministre dit qu'il présente un programme, mais il veut obtenir des instances de l'industrie et tenir diverses discussions. Je ne veux pas être désinvolte, monsieur l'Orateur, mais qu'a-t-il fait? Il a eu tout le temps pour tenir ces discussions. C'est un très faible argument pour excuser ce retard. Lorsque j'ai demandé s'il y avait du nouveau au sujet de la façon d'aborder ce problème, il a avoué que non mais qu'il en avait été question auparavant. Selon lui, cela n'a pas marché parce que j'ai rendu la chose impossible lorsque j'occupais mon poste antérieur. C'est la façon dont le ministre explique son inertie.

Une voix: La raison est évidente.

L'hon. M. Stanfield: Ceux qui interviennent sans cesse devraient au moins prendre part au débat.

Sérieusement, je dis au ministre qu'il n'a pas conçu de programme pour aucun de ces groupes de cultivateurs. Il est resté inactif devant le spectacle des cultivateurs écrasés par les marchés et par la pression des prix que le gouvernement n'a pas retenue.